

interface

SCIENCES PO TOULOUSE
JUNIOR CONSEIL

Livrable Intermédiaire

Phase 1

Analyse politique et accompagnement du « Quizz du Berger »

Référence étude : 2022_002_CE_001

Tous droits de reproduction réservés

Association régie par la loi 1901 - membre de la Confédération Nationale des Junior-Entreprises

SIRET : 527 552 798 00 011 | CODE APE : 9499Z | N°URSSAF : 310 2323 556

N° TVA intracommunautaire : FR04 527 552 798 00 011

SOMMAIRE

Executive Summary.....	3
<hr/>	
Introduction.....	4
A - Affaires étrangères.....	5
B - Agriculture et alimentation.....	7
C - Climat, Énergie et Écologie.....	9
D - Culture.....	11
E - Démographie et question migratoire.....	13
F - Dépense et dette publiques.....	15
G - Économie et Industrie.....	17
H - Finance.....	20
I - Gouvernance et République.....	23
J - Pandémie Covid 19.....	25
K - Police, Justice et Sécurité.....	28
L - Politique fiscale.....	32
M - Recherche et éducation.....	35
N - Santé.....	38
O - Société.....	40
P - Travail, Chômage, Retraite.....	44
Q - Union Européenne.....	47
Notre équipe.....	50



interface

SCIENCES PO TOULOUSE
JUNIOR CONSEIL

EXECUTIVE SUMMARY

Phase 1: Analyse & neutralisation du quizz

Au sein de cette phase, deux Étudiant-Intervenants ont analysé Le Quizz du Berger, en portant une attention particulière aux questions et aux propositions. Subséquemment, ils ont taché de rendre ces dernières plus compréhensibles, neutres et pertinentes au regard de la campagne présidentielle de 2022. Ils ont également porté une attention particulière à l'harmonisation du nombre de questions par rubrique. Pour se faire, ils ont :

- Rectifié les questions pour les neutraliser et/ou les rendre plus pertinentes ;
- Ajouté des questions semblant adéquates et/ou d'actualité ;
- Supprimé les questions ne paraissant pas essentielles.

Est contenu dans ce livrable intermédiaire, d'au minimum une trentaine de pages et reprenant toutes les rubriques et questions corrigées, les thèmes suivants :

- Affaires étrangères
- Agriculture et alimentation
- Climat, Énergie et Écologie
- Culture
- Démographie et question migratoire
- Dépense et dette publiques
- Économie et Industrie
- Finance
- Gouvernance et République
- Pandémie Covid 19
- Police, Justice et Sécurité
- Politique fiscale
- Recherche et éducation
- Santé
- Société
- Travail, Chômage, Retraite
- Union Européenne



interface

SCIENCES PO TOULOUSE
JUNIOR CONSEIL

INTRODUCTION

Présentation de l'étude

Contexte

Dans le cadre de l'élection présidentielle d'avril 2022, Le Quizz du Berger est un outil créé pour permettre à l'électeur de trouver son candidat, mais surtout de remettre en question les présupposés des électeurs sur la pensée politique des candidats. En effet, il s'agit de pousser l'électeur à réfléchir et de mettre en exergue les thèmes de désaccord avec son candidat favori, afin de prendre du recul et de considérer les autres options existantes. Le quizz, en ligne, gratuit et universel, porte sur des questions thématiques et actuelles, telles que l'écologie, l'éducation, la santé, l'économie, la sécurité ou encore la culture. En outre, ce quizz revêt une dimension d'intérêt général en proposant aux personnes peu ou non politisées une grille de lecture simplifiée de l'offre politique.

Problématique de l'étude

L'étude consiste à rendre le quizz neutre et pertinent. Ceci se fera d'une part à travers une amélioration et une modification des questions puis des propositions afin de garantir l'objectivité du quizz et d'autre part, en renseignant les réponses des candidats de manière scientifique.

Objectifs de l'étude

1

Analyse & neutralisation du quizz

- Analyse du quizz
- Recommandations & neutralisation du quiz

2

Analyse des programmes politiques & réponses au quizz

- Recherche & analyse des programmes politiques de chaque candidat
- Réponses au quizz

NOS RECOMMANDATIONS

A - Affaires étrangères

A1 – Quelle politique adopteriez-vous vis-à-vis des pays en développement ?

1. Concentrer l'aide au développement français en Afrique
2. Un maintien de la politique actuelle
3. Mettre fin à l'aide de développement en Afrique
4. Cela ne m'intéresse pas / Je ne sais pas

A2 - Quelle est votre vision de l'Europe ?

1. Une vision humaniste et sociale de l'Europe : renforcer le budget de l'Union en taxant les transactions financières sur les géants du numérique, et l'entrée des biens aux frontières via une « contribution carbone ».
2. Il est nécessaire d'approfondir les fondements politiques de l'Union, en progressant peu à peu vers une Europe fédérale et démocratique
3. Nous devons conserver notre souveraineté actuelle tout en favorisant la mise en œuvre de grands projets de coopération à l'échelle européenne
4. Il faut récupérer notre souveraineté budgétaire, monétaire et rétablir notre propre politique aux frontières, quitte à devoir renégocier certains traités
5. Nous devons retrouver notre pleine souveraineté en dénonçant les traités européens et en quittant si nécessaire l'Europe
6. Cela ne m'intéresse pas / Je ne sais pas

A3 – Que pensez-vous de la création d'une armée / de défense européenne commune ?

1. Il faut construire une politique extérieure et de défense européenne
2. Il faut refuser tout projet d'armée européenne
3. Il faut avancer vers une armée européenne
4. Il faut limiter l'approfondissement et l'élargissement de l'UE dans le domaine militaire
5. Il faut préférer une coopération accrue des armées nationales à tout projet communautaire
6. Cela ne m'intéresse pas / Je ne sais pas

NOS RECOMMANDATIONS

A - Affaires étrangères (suite)



interface

SCIENCES PO TOULOUSE
JUNIOR CONSEIL

A4 - Que pensez-vous de la relation avec les pays en développement ?

1. Il faut si besoin s'immiscer dans leur organisation politique pour y consolider nos intérêts, stratégiques et/ou commerciaux.
2. Il faut agir dans notre intérêt, peu importe l'éthique des politiques locales qui ne nous concerne pas.
3. Il faut analyser si leurs valeurs sont en accord avec les nôtres, et avoir des relations d'égal à égal le cas échéant.
4. Il faut encourager toute sorte de relation (commerciale, stratégique, universitaire) pour les aider à se développer.
5. Il faut s'impliquer et les aider à se développer sur tous les plans (commerce, démocratie, éthique)
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

A5 - Quel avenir devrions-nous dessiner pour la relation transatlantique ?

1. Il faut renforcer notre alliance avec les USA, en jouant pleinement notre rôle de membre de l'OTAN
2. Il est nécessaire de conserver cette relation afin de défendre le modèle démocratique face aux puissances russes et chinoises
3. Nous devons conserver notre indépendance sans remettre en cause nos partenariats stratégiques mais en renforçant la défense européenne
4. La France doit regagner son indépendance stratégique en sortant du commandement intégré de l'OTAN et en développant ses armées
5. La France doit avoir une politique étrangère indépendante en sortant de l'OTAN et des traités d'alliance
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

B – Agriculture et alimentation



interface
SCIENCES PO TOULOUSE
JUNIOR CONSEIL

B1 – Que pensez-vous de l'utilisation des pesticides dans l'agriculture ?

1. C'est indispensable pour l'agriculture
2. Il faut continuer à développer leur utilisation
3. Il faut les limiter au strict nécessaire
4. Il faut s'en séparer le plus vite possible, mais progressivement et sans compromettre la production
5. Il faut s'en séparer le plus vite possible, pour sauver l'environnement, la biodiversité et la santé humaine.
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

B2– Quels devraient être nos rapports aux animaux et à l'élevage ?

1. Il est nécessaire de mettre un terme à la consommation et à l'exploitation animale
2. Nous devons réduire notre consommation de viande et l'exploitation des animaux
3. Il existe une maltraitance animale que nous devons combattre en renforçant le cadre légal et en développant des pratiques alternatives d'élevage
4. L'élevage est dans l'histoire même de l'homme : il est nécessaire de protéger nos traditions
5. Il est nécessaire de consommer de la viande pour le développement biologique de l'être humain
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

B3 – Dans quelle mesure la France devrait-elle avoir recours à l'agriculture biologique ?

1. L'agriculture biologique est la seule solution viable pour répondre aux besoins des Français tout en menant une transition écologique vitale pour nos sociétés
2. Il est nécessaire face aux enjeux climatiques d'augmenter la part de l'agriculture biologique dans notre production agricole
3. L'agriculture biologique doit se développer en parallèle de l'agriculture conventionnelle de manière progressive
4. L'agriculture biologique est une fausse bonne idée : elle pénalise nos agriculteurs et réduit les rendements alimentaires
5. Il s'agit d'un concept inventé et dangereux pour nos terroirs : il est nécessaire d'en limiter la progression
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

B – Agriculture et alimentation (suite)

B4 - Que pensez-vous de la souveraineté / l'indépendance alimentaire de la France ?

1. C'est aussi stratégique que la défense nationale : il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour avoir notre indépendance alimentaire
2. C'est une des conditions de survie d'un État, il faut éviter de se mettre en danger sur certaines filières d'approvisionnement indispensables
3. Pour l'instant tout va bien, donc pas de problème, continuons comme ça
4. Ce n'est pas une inquiétude puisque le commerce international permet de se procurer ce qu'on ne trouve pas chez nous
5. C'est contre-productif d'avoir un tel objectif, il faut produire ce qu'on sait produire et les échanges commerciaux font le reste
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

B5 - Selon ces propositions sur la Politique Agricole Commune (PAC), laquelle vous paraît la plus pertinente ?

1. Travailler à la mise en œuvre d'une PAC plus juste et réellement verte qui passe par un soutien renforcé aux petites exploitations
2. Soutenir les produits bio et de proximité en supprimant leur TVA pour rendre l'alimentation saine accessible à tous.
3. Protéger le travail de nos agriculteurs et notre sécurité alimentaire en sortant les produits agricoles des accords de libre-échange
4. Durcir la PAC, notamment en instaurant le contrôle des importations agricoles du continent
5. Sortir de la PAC pour retrouver notre pleine souveraineté agricole et renforcer le pouvoir d'achat de nos exploitants
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

C - Climat, Énergie et Écologie

C1 – Comment vous positionnez-vous vis-à-vis du changement climatique ?

1. Il faut transformer radicalement la société afin de lutter efficacement contre le réchauffement climatique en prônant la décroissance
2. Il faut effectuer une transition écologique afin de mener notre économie vers une croissance durable
3. Il faut effectuer une transition écologique sans empêcher les ménages les plus modestes de se développer et d'accéder à la société de consommation
4. Il n'est pas urgent de prendre des mesures pour pallier le dérèglement climatique
5. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

C2 – Que pensez-vous de l'énergie nucléaire ?

1. Il en faut beaucoup plus, c'est la solution en faveur du climat
2. Il en faut plus, le nucléaire permet à la France d'être indépendante et de ne pas avoir à importer son électricité.
3. Il faut continuer d'investir dans la recherche pour trouver des alternatives au nucléaire qui représente un problème de sécurité
4. Il faut sortir du nucléaire progressivement
5. Il faut sortir du nucléaire le plus vite possible car c'est une énergie très dangereuse
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

C3 – Que pensez-vous des énergies renouvelables (éoliennes, panneaux solaires) ?

1. Il en faut beaucoup plus pour limiter les conséquences de la dégradation de l'environnement
2. Il faut accompagner les ménages les plus modestes dans leurs moyens de déplacement avant cette transition vers les énergies renouvelables
3. Nous n'en avons pas besoin pour l'instant
4. Elles coûtent trop chères, ce qui les rend difficilement accessibles au plus grand nombre
5. Elles n'ont aucune utilité, la planète ne court aucun danger
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

C - Climat, Énergie et Écologie (suite)

C4 - Que pensez-vous de l'utilisation de la voiture ?

1. La voiture, synonyme de liberté : tout un symbole, un vrai plaisir, n'y touchons pas !
2. Favorisons les alternatives en ville, mais on a besoin de voiture en ruralité, pas d'autre option
3. Il faut abandonner nos voitures à pétrole, pour des voitures électriques ou à hydrogène, et développer des alternatives dans la mesure du possible
4. Il faudrait se diriger vers un abandon de nos voitures, pour des transports en commun ou des vélos
5. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

C5 – Que pensez-vous du prix des transports en commun ?

1. La gratuité des transports collectifs urbains pour tous
2. Réduire le prix des transports collectifs pour les plus précaires afin d'inciter à les utiliser
3. Ne rien changer, les tickets/ abonnements des transports collectifs sont à des prix raisonnables
4. Augmenter le prix des transports collectifs pour qu'ils soient de meilleure qualité
5. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

D - Culture

D1 - Que pensez-vous du budget alloué à la culture en général ?

1. Il faut beaucoup le diminuer
2. Il faut le diminuer un peu
3. Il faut qu'il reste stable
4. Il faut l'augmenter un peu
5. Il faut beaucoup l'augmenter
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

D2 - Que pensez-vous du budget lié à la préservation du patrimoine ?

1. Il faut beaucoup l'augmenter
2. Il faut l'augmenter un peu
3. Il faut qu'il reste stable
4. Il faut le diminuer un peu
5. Il faut beaucoup le diminuer
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

D3 - Que pensez-vous du fait de démocratiser la culture avec le pass culture ?

1. C'est très bien, la culture doit être accessible à tous
2. C'est bien, on pourrait même l'améliorer en augmentant son budget
3. Il est bien comme il est
4. On peut le garder mais il faut diminuer le montant
5. Il faut supprimer le pass culture
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

D – Culture (suite)

D4 – Pensez-vous qu’il y ait des inégalités d’accès à la culture ?

1. Oui beaucoup et toujours en faveur des classes privilégiées
2. Oui, un peu, et en général les classes privilégiées ont accès plus facilement à la culture
3. L’accès à la culture dépend de la volonté des individus et de rien d’autre
4. Non, mais il faudrait encore faire des progrès pour la rendre encore plus accessible
5. Non, pas du tout, les programmes de démocratisation de la culture permettent à tous un accès à la culture
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

D5 – Quelle est votre vision de la culture ?

1. Elle doit être favorisée, libre, accessible à tous et les artistes encouragés et soutenus par l’Etat
2. Elle est l’âme d’un pays, car tous les citoyens partagent le même référentiel et peuvent y accéder
3. Elle doit reposer sur des valeurs traditionnelles françaises et méritocratiques
4. Elle n’est pas indispensable et devrait être réservée à quelques-uns
5. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

E – Démographie et question migratoire

(reformulation du titre : *Démographie, immigration et émigration*)



interface

SCIENCES PO TOULOUSE
JUNIOR CONSEIL

E1 - Que pensez-vous de la politique communautaire d'immigration menée par l'Union Européenne ?

1. La politique européenne est inhumaine et profondément injuste : il est nécessaire d'ouvrir massivement les frontières européennes
2. Le système de Schengen est efficace, mais il est nécessaire de modifier les critères de répartition entre pays, afin de soulager les pays d'arrivée
3. Le système migratoire communautaire actuel est efficace, et il convient de le prolonger en l'améliorant sans remettre en cause son équilibre
4. Il est nécessaire que l'Europe renforce drastiquement sa fermeté en fermant ses frontières extérieures, et en réinstaurant des contrôles dans l'espace Schengen
5. L'UE contraint la France dans sa politique migratoire : il est nécessaire de s'en autonomiser en reprenant le contrôle souverain de nos frontières
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

E2 – S'agissant de la politique migratoire, selon vous il faut :

1. Un assouplissement de la politique française actuelle avec un accueil plus important notamment des réfugiés
2. Le maintien d'une politique similaire à l'équilibre actuel entre restriction et accueil
3. Un durcissement des contrôles frontaliers et la mise en place de quotas d'accueil et de conditions plus strictes qu'auparavant
4. Une fermeture des frontières nationales
5. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

E – Démographie et question migratoire (suite)



interface

SCIENCES PO TOULOUSE
JUNIOR CONSEIL

E3 – Comment considérez-vous les conséquences de l’immigration sur la démographie française ?

1. L’immigration permet un apport démographique et culturel enrichissant grandement notre société
2. L’immigration est un phénomène bénéfique avec la mise en place d’une gestion raisonnée et d’une intégration équilibrée
3. L’immigration est un sujet controversé nécessitant un équilibre certain entre humanité, intégration et restriction
4. L’immigration est un fardeau qu’il convient de limiter et dont il faut restreindre les effets sur notre société par de véritables politiques d’assimilation
5. L’immigration est un danger démographique et culturel majeur pour nos sociétés qui risquent d’être remplacées par des éléments étrangers
6. Cela ne m’intéresse pas / Je n’ai pas d’avis

E4 - Quelle proposition soutenez-vous ?

1. Donner toutes ses chances à une bonne intégration des personnes à qui la France reconnaît le droit de vivre sur son territoire, en accordant la nationalité française
2. Suppression de tout mécanisme d’acquisition automatique de la nationalité française, qui serait accessible seulement par filiation ou par mérite
3. Cela ne m’intéresse pas / Je n’ai pas d’avis

E5 - Quelle mesure vous paraît la plus pertinente ?

1. Attribuer le droit de vote pour les élections nationales aux étranger vivant en France
2. Attribuer le droit de vote pour les élections locales aux étrangers vivant en France
3. Ne pas attribuer le droit de vote aux étrangers vivant en France
4. Cela ne m’intéresse pas / Je n’ai pas d’avis

E6- Quelle mesure vous paraît la plus pertinente ?

1. Accompagner et attribuer des aides aux familles de délinquants pour qu’ils puissent s’en sortir
2. Ne rien faire pour l’instant, il y a déjà des dispositifs en place qui fonctionnent très bien
3. Expulser des logements sociaux les familles de délinquants
4. Cela ne m’intéresse pas / Je n’ai pas d’avis

NOS RECOMMANDATIONS

F - Dépenses et dette publiques

(reformulation du titre : *Dépense et dette publiques*)

F1 – Que pensez-vous du modèle de financement public de la Sécurité Sociale en France ?

1. Il faut mettre en place une Sécurité Sociale entièrement prise en charge par l'État qui rembourserait 100% des frais médicaux
2. L'État doit augmenter son financement de la Sécurité Sociale en mettant en place des remboursements supplémentaires
3. L'État doit équilibrer ses dépenses afin de maintenir la protection sociale actuelle tout en limitant l'endettement de la Sécurité Sociale
4. L'État doit réduire sa participation en limitant ses remboursements et en favorisant une progression des assurances privées pour réduire son endettement
5. Le modèle de Sécurité Sociale publique est dépassé et l'État doit massivement s'en désengager afin de laisser la place à l'initiative privée
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

F2 – Quelle doit être la trajectoire des dépenses publiques françaises après la pandémie ?

1. Il est nécessaire que notre État augmente massivement ses dépenses pour faire face aux enjeux sociaux qui menacent la société française
2. Le déficit ne doit pas être un obstacle à un accroissement raisonné des dépenses via des plans d'investissement et de redistribution nécessaires
3. Nous devons stabiliser notre dépense sociale en retrouvant son niveau d'avant pandémie afin de préserver l'équilibre budgétaire
4. La dépense publique doit être réduite afin de contenir les conséquences budgétaires de la pandémie, dangereuses pour notre économie et nos comptes publics
5. La dépense publique est source de d'instabilité et menace notre économie, nous devons renouer avec une stricte rigueur budgétaire
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

F - Dépenses et dette publiques (suite)

F3 – Quelle doit être la place de la dépense publique dans l'économie française ?

1. Il est nécessaire pour transformer le système capitaliste d'augmenter massivement l'intervention de l'État dans l'économie afin d'assurer une vie décente à ses citoyens
2. L'État doit retrouver un rôle important dans l'économie afin de rétablir ses capacités de régulation et de redistribution sociale
3. L'État en France joue un rôle suffisant dans l'économie dans un juste équilibre entre régulation et liberté économique
4. L'État doit poursuivre son désengagement de la sphère économique afin de réduire ses dépenses et de garantir la croissance économique
5. L'État doit se retirer quasi-intégralement de la sphère économique en se concentrant sur des secteurs stratégiques essentiels et en laissant l'initiative privée garantir la prospérité
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

F4 – Comment appréhendez-vous la dette publique française, qui s'élevait à 118% du PIB en 2021 ?

1. La dette publique répond à la nécessité d'un État protecteur du pouvoir d'achat de ses citoyens et une partie de son accroissement liée à la pandémie devrait être annulée
2. L'endettement de l'État n'est pas un fardeau mais permet de financer des politiques publiques nécessaires dans le contexte actuel
3. L'endettement de l'État est une ressource importante mais à manier avec prudence en stabilisant son augmentation
4. La dette française est une menace réelle pour les comptes du pays, et il convient de la réduire progressivement par des économies budgétaires
5. La dette publique menace les fondements de l'économie française, et l'État doit la réduire drastiquement par des politiques de rigueur et de désendettement
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

F5 - Que pensez-vous de la balance budgétaire en France ?

1. Il faut avoir un budget en excédent chaque année
2. Il faut avoir un budget à l'équilibre chaque année
3. On peut avoir un budget déficitaire, tant que c'est raisonnable
4. Il faut dépenser selon les besoins, les recettes ne sont pas indispensables
5. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

G - Économie et Industrie

G1 – Que pensez-vous d'un commerce libre-échangiste favorisant une libre circulation des marchandises ?

1. Le libre-échange a permis une phase de prospérité incomparable dans l'histoire, il nous faut donc le promouvoir
2. Le libre-échange est un gain pour ceux qui le pratiquent, même s'il doit être régulé dans certains secteurs
3. Le libre-échange est pertinent avec des partenaires fiables et doit faire l'objet de choix sectoriels et raisonnés
4. Le libre-échange est une menace pour nos industries : il doit se limiter à importer ce que nous ne pouvons produire
5. Le libre-échange est un mythe favorisant l'enrichissement d'élites aux dépens de la population, et il est nécessaire de renouer avec une stratégie protectionniste
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

G2 – Quelle décision la France devrait-elle prendre en matière de politiques protectionnistes ?

1. Il est nécessaire pour garantir la paix et la prospérité d'éliminer toutes les barrières à l'échange
2. Nous devons trouver de façon pragmatique un équilibre entre commerce et protectionnisme pour maximiser notre intérêt économique
3. Le protectionnisme est le meilleur moyen de recentrer notre production sur la demande intérieure et l'intérêt national
4. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

G3 - Que pensez-vous de la place de l'État dans la politique industrielle ?

1. L'État doit laisser complètement la main au secteur privé dans l'industrie
2. L'État peut choisir de protéger ou d'investir dans certaines industries en collaboration avec des acteurs privés
3. L'État peut investir, être actionnaire et avoir une politique globale d'industries stratégiques, avec des entreprises publiques ou privées selon les secteurs
4. Seul l'État doit planifier la production industrielle pour la mettre au service de la demande nationale
5. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

G - Économie et Industrie (suite)

G4 - Que pensez-vous de la privatisation de grandes entreprises publiques (SNCF, EDF...) ?

1. L'État ne doit pas interférer dans quelconque entreprise : une entreprise doit être entièrement privée
2. Une entreprise peut avoir un actionnariat de l'État, mais elle doit être de droit privé
3. Ça dépend de l'entreprise concernée (taille, secteurs d'activité, etc...)
4. L'État peut garder des entreprises stratégiques sous le service public
5. Si l'État n'a pas quelques entreprises en service public, c'est une dégradation assurée pour les habitants
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

G5 – Quelle place le secteur public doit-il occuper dans l'économie ?

1. L'État doit procéder à des nationalisations massives afin de reconstituer un secteur public puissant dans le cadre d'une économie mixte
2. L'État doit renationaliser des entreprises privatisées dans des secteurs stratégiques essentiels (EDF)
3. L'État doit achever son désengagement de l'industrie en conservant ses entreprises publiques stratégiques actuelles
4. L'État doit seulement conserver une poignée d'entreprises fondamentales en privatisant les autres secteurs
5. L'État doit se concentrer seulement sur les secteurs régaliens en laissant le reste de l'économie se réguler elle-même
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

G6 – Selon-vous, la France est-elle attractive sur le plan économique ?

1. La fuite des talents est réelle, considérable et dramatique pour notre développement
2. Il y a une certaine fuite des talents, mais elle n'a pas beaucoup d'influence sur notre développement
3. Fuite des talents et attractivité se compensent car la France attire dans certains domaines et fait fuir dans d'autres
4. Il y a une certaine attractivité de la France, mais elle n'a pas beaucoup d'influence sur notre développement
5. L'attractivité de la France est réelle, et très bénéfique pour notre développement
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

G - Économie et Industrie (suite)

G7 – Avec quelle proposition êtes-vous d'accord ?

1. Passer aux 32 heures dans les métiers pénibles ou de nuit et favoriser leur généralisation par la négociation collective
2. Maintenir le régime actuel des 35 heures tout en favorisant des négociations internes à chaque secteur
3. Mettre fin aux 35 heures et libéraliser le choix du temps de travail sans durée maximale
4. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

H – Finance

H1 – Quelle vision avez-vous du domaine financier et de son rôle dans l'économie ?

1. La finance constitue le domaine le plus injuste et instable du capitalisme qui s'est progressivement emparé du pouvoir dans nos sociétés, et il convient de lui imposer une reprise en main majeure
2. La finance a permis une nouvelle source d'investissements mais ses excès nécessitent de lui imposer une régulation accrue face aux crises
3. La finance est un secteur important de notre économie dont il convient de contrôler les excès afin d'éviter ses crises
4. La finance souffre d'une régulation trop importante des pouvoirs publics et se montre optimale avec des règles relâchées
5. La finance doit fonctionner librement, car le marché dispose des capacités pour fonctionner optimalement sans régulation
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

H2 – Quelle est votre vision du rôle de la spéculation financière et de ses conséquences ?

1. Une aberration de notre système économique qu'il convient de supprimer face à ses menaces et son injustice
2. Une menace pour la stabilité du secteur financier qu'il convient d'encadrer le plus strictement possible
3. Un mal nécessaire pour permettre les investissements dont il faut néanmoins contrôler les potentielles dérives
4. Un lieu de risques et d'incertitudes pourtant essentiel au fonctionnement du secteur financier
5. Un fondement de notre système économique valorisant le discernement, la prise de risque et l'intelligence stratégique de ses acteurs
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

H – Finance (suite)

H3 - Quel devrait être le traitement du patrimoine financier des candidats durant une campagne électorale ?

1. Il est nécessaire de publiciser totalement les ressources financières des candidats pour moraliser la démocratie et éviter tout conflit d'intérêt
2. Les déclarations de patrimoine et de revenus régulières permettent de tendre vers une transparence démocratique accrue et bénéfique si elle demeure raisonnée
3. Les candidats devraient déclarer leurs actifs tout en conservant leur droit à une vie privée
4. Le patrimoine financier des candidats concerne leur identité privée : une simple déclaration globale de patrimoine pour vérifier sa licéité suffit
5. Les candidats n'ont pas à être traités différemment des autres citoyens : ils peuvent conserver leur patrimoine privé
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

H4– Quelle est votre vision des grands rendez-vous économiques et financiers tels que le sommet de Davos ?

1. Une trace évidente du pouvoir majeur de la finance et de la proximité anti-démocratique entre les représentants politiques et les acteurs économiques
2. Une expression des excès de la mondialisation et du capitalisme aux côtés desquels il faut réinstaurer une prise en compte des enjeux sociaux
3. Des rendez-vous réservés aux puissants mais nécessaires à la régulation économique mondiale
4. Des lieux centraux pour démontrer la compétitivité de la France qu'il convient de rendre plus en phase avec les enjeux sociaux et environnementaux
5. L'expression des réussites de notre ordre économique et du nécessaire rôle fondamental de la finance dans l'économie
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

H – Finance (suite)

H5 - Avec quelle proposition êtes-vous d'accord ?

1. Alourdir les droits de succession et de donation pour corriger les inégalités
2. Mettre en place le principe de “zéro taxation” sur les droits de succession “en dessous de 118 000 euros, qui correspond à l'héritage moyen
3. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

H6 - Selon vous, il faut :

1. Rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et y inclure un volet climatique
2. Rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF)
3. Établir un impôt sur la fortune climatique*
4. Exonérer du paiement de l'impôt sur le revenu (IR) tous les jeunes de moins de 30 ans
5. Réduire tous les impôts de manière générale
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

*= L'ISF climatique est une des propositions écologiques avancée pour la présidentielle. Cette taxation, indexée sur les émissions de carbone, servirait à pénaliser les investissements climaticides, notamment des ménages les plus aisés (D'après une étude du Laboratoire des inégalités mondiales, 17% des émissions mondiale de CO² proviennent de seulement 1% de la population, les ménages les plus riches finançant parfois des industries polluantes à travers leurs placements financiers). Les recettes serviraient à financer la transition écologique.

NOS RECOMMANDATIONS

I – Gouvernance et République

I1 - Que pensez-vous du régime de la Vème République et de sa Constitution ?

1. Il faut changer de constitution pour permettre davantage de démocratie
2. Il faut modifier la constitution pour davantage de démocratie
3. Il ne faut rien changer, la constitution garantie déjà tous nos droits fondamentaux
4. Il faut modifier la constitution actuelle pour donner davantage de pouvoir au gouvernement
5. Il faut changer de constitution pour donner davantage de pouvoir au gouvernement
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

I2 - Que pensez-vous du recours au référendum par le Président de la République ?

1. Il en faut davantage, au moins tous les ans
2. Il en faudrait plus, au moins un ou deux par quinquennat
3. Il n'en faut pas plus, les citoyens ne sont pas assez investis en politique
4. Le référendum est un outil de mesure de popularité, à n'utiliser qu'en cas de besoin
5. Le référendum n'est pas un bon outil politique, il ne faut pas s'en servir
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

I3 - Que pensez-vous du Référendum d'Initiative Populaire ?

1. Oui c'est une très bonne idée, à utiliser fréquemment
2. Oui c'est un outil intéressant, si utilisé à bon escient
3. Non c'est inutile, ça n'apporte rien
4. Non ça va à l'encontre de la démocratie représentative, c'est dangereux
5. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

I – Gouvernance et République (suite)

I4 - Que pensez-vous des lourdeurs de l'administration / de la bureaucratie ?

Le système est paralysé par la bureaucratie

Le système est handicapé par la bureaucratie

1. Cela n'a pas d'effet, pas de conséquence
2. Le système est aidé par la bureaucratie
3. Le système ne vivrait pas sans la bureaucratie
4. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

I5 - Que pensez-vous de la dématérialisation des services publics numériques ?

1. Tant qu'il y aura des services publics non numériques, il y aura encore des progrès à faire
2. Il y a encore des services publics à dématérialiser pour rendre l'administration plus efficace
3. Il y a un bon équilibre entre services publics physiques et services publics dématérialisés
4. Il faudrait remettre quelques services publics importants en physique pour aider ceux en difficulté avec le numérique
5. Il faut conserver un service public uniquement physique
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

J – Pandémie Covid 19

J1 - Comment vous situez-vous par rapport à un reconfinement en cas de pic épidémique ?

1. J'espère qu'on confinera plus strictement et plus longtemps que la dernière fois, c'est de l'inconscience que de risquer la vie des citoyens
2. Il faut effectivement protéger toutes les personnes fragiles, c'est humain. S'il faut se confiner, alors confinons-nous
3. Se confiner sert à aider les hôpitaux, qui n'ont pas demandé à être surchargés : s'il faut se confiner pour soulager le personnel hospitalier et ne pas les forcer à choisir qui doit vivre et qui doit mourir, alors confinons-nous
4. Sacrifier la vie de nos jeunes qui ne craignent rien mais qui n'ont pas encore vécu, pour prolonger la vie de nos aînés qui ont déjà bien vécu ce n'est pas une bonne décision
5. L'impact de cette pandémie sur nos vies normales/mentales est trop important par rapport à son danger et sa mortalité. Il ne faut vraiment pas se confiner
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

J2 - Comment vous situez-vous par rapport au port du masque à l'école en cas de pic épidémique ?

1. Les enfants sont vecteurs de transmission du virus, il faut qu'ils en portent tant dans la classe que dans la cour de récréation : on n'est jamais à l'abri
2. Les enfants sont vecteurs de transmission du virus, il faut qu'ils en portent dans la classe, mais on peut s'en passer dehors, dans la cour de récréation
3. Si on laisse les fenêtres ouvertes, pas besoin de masque
4. Pas de masque pour les enfants, ils ont besoin de voir des visages pour leur développement personnel, c'est ça qui compte, tant pis pour le virus
5. Pas de masque pour les enfants : ils ne sont pas à risque pour ce virus
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

J – Pandémie Covid 19

J3 - Comment vous situez-vous par rapport au port du masque en société en cas de pic épidémique ?

1. Il faut porter le masque à l'intérieur et à l'extérieur
2. Il faut porter le masque seulement à l'intérieur
3. Il faut porter le masque seulement à l'intérieur et à l'extérieur quand il s'agit de grands rassemblements
4. Il ne faut plus porter de masque
5. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

J4 - Comment vous situez-vous par rapport au pass sanitaire ?

1. Le pass sanitaire est le début d'une restriction progressive et continu de nos libertés: il faut conserver nos droits !
2. Pas besoin de forcer les gens à se vacciner s'ils ne le veulent pas : encourager oui, forcer non
3. c'est une question de l'ordre privé, chacun doit être libre de faire ce qu'il veut
4. Il faut bien sortir de cette épidémie un jour ou l'autre, le vaccin est la seule solution, donc il faut que tout le monde se vaccine
5. Cette pandémie est grave et les gens qui ne sont pas vaccinés sont inconscients : gardons le pass sanitaire tant que tout le monde n'est pas vacciné
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

J5- Doit-on faire payer les soins de santé aux personnes non vaccinées ?

1. C'est une aberration que les non vaccinés soient pris en charge par la sécurité sociale
2. Il faut qu'ils soient remboursés de moitié
3. Les non vaccinés sont des citoyens qui paient les mêmes impôts que les personnes vaccinés, ils ont le droit d'être soignés et d'être pris en charge
4. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

J – Pandémie Covid 19 (suite)

J6- Faut-il permettre aux non-vaccinés de se tester gratuitement ?

1. Les non vaccinés doivent payer leurs tests puisqu'ils ne veulent pas se protéger et protéger les autres
2. Les non vaccinés devraient être remboursés de moitié pour se tester
3. La France est un pays libre et il faut respecter le choix des citoyens qui ne veulent pas se faire vacciner et donc rembourser leurs tests
4. Ca ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

J7- Doit-on fermer complètement nos frontières en cas de pic de l'épidémie ?

1. Oui bien sûr, c'est essentiel pour endiguer l'épidémie en limitant la circulation du virus
2. Oui, mais de manière rationnelle, en classant les pays selon leur dangerosité
3. Pas complètement, nous devons préférer une stratégie européenne pour protéger nos frontières
4. C'est une mesure inefficace, nous devons laisser ouvertes nos frontières aussi longtemps que possible
5. Ca ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

K – Police, Justice et Sécurité



interface

SCIENCES PO TOULOUSE
JUNIOR CONSEIL

K1 - Que pensez-vous de l'autorité de l'État par rapport aux libertés individuelles ?

1. L'État est trop autoritaire par rapport aux libertés individuelles
2. Il y a un équilibre entre l'autorité de l'État et les libertés individuelles
3. L'État n'est pas assez autoritaire par rapport aux libertés individuelles
4. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

K2- Que pensez-vous de la formation des policiers ?

1. Ils sont très bien formés
2. Ils sont assez bien formés
3. Il n'y a pas de question à se poser sur la formation de la police
4. Ils ne sont pas très bien formés
5. Ils sont très mal formés
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

K3 - Que pensez-vous des violences policières ?

1. Il arrive trop souvent que la police soit violente sans que ça soit justifié, il y a un vice dans l'institution
2. Il arrive parfois que la police soit violente sans que ça soit justifié, il y a quelques procédures à améliorer
3. Il peut arriver quelques dérapages, on est humain après tout
4. Il arrive que la police soit violente, mais c'est justifié
5. Il n'existe pas de violence policière
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

K – Police, Justice et Sécurité (suite)

K4 - Que pensez-vous de la lenteur / rapidité de la justice ?

1. La justice est trop rapide, il n'y a pas assez de recul et trop d'innocents sont mal jugés
2. Il arrive que la justice soit trop rapide, il y a quelques efforts à faire pour améliorer le processus
3. La justice avance à la bonne vitesse
4. Il arrive que la justice soit trop lente, il y a quelques efforts à faire pour améliorer le processus
5. La justice est trop lente, trop de coupables sont en liberté, et d'innocents croupissent en détention provisoire non justifiée
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

K5- Que vous évoque la sécurité nationale, la protection par l'État de ses citoyens ?

1. Nous sommes en sécurité partout en France, l'État fait très bien son travail
2. Nous sommes globalement en sécurité en France, sauf quelques territoires d'exceptions : l'État fait plutôt bien son travail
3. L'État fait ce qu'il peut, il y aura toujours des temps ou des zones d'insécurité, rien ne peut être parfait
4. Nous ne sommes globalement pas en sécurité, sauf quelques territoires : l'État fait plutôt mal son travail
5. Nous ne sommes pas en sécurité en France, l'État fait très mal son travail
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

K – Police, Justice et Sécurité (suite)

K6- Que pensez-vous de la situation carcérale en France? Il faudrait :

1. Rénover les prisons et mettre fin au tout-carcéral par des peines alternatives
2. Doubler le nombre de centres éducatifs fermés pour les mineurs et ouvrir à terme 20000 places de prison
3. Expulser immédiatement plus de 10 000 délinquants étrangers emprisonnés et construire 10 000 places de prison supplémentaires
4. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

K7- Pour lutter contre la délinquance et le terrorisme il faut, selon vous :

1. Renforcer les moyens humains du renseignement en revenant sur la fusion de la direction de la surveillance du territoire (DST) et des renseignements généraux (RG)
2. Répondre aux besoins de sécurité du quotidien (petite délinquance, incivilités, harcèlement de rue) tout en luttant plus efficacement contre la criminalité organisée (trafics de drogue, proxénétisme, cybercriminalité).
3. Ouvrir un bagne aux îles Kerguelen réservé aux condamnés pour faits de terrorisme
4. Expulser les délinquants étrangers incarcérés immédiatement et les criminels étrangers à l'issue de leur peine
5. Expulser pour menace à l'ordre public tous les étrangers dont le comportement participe de l'islamisme radical et qui sont inscrits dans les fichiers de l'antiterrorisme
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

L – Politique fiscale



interface

SCIENCES PO TOULOUSE
JUNIOR CONSEIL

L1 - Que pensez-vous du taux d'imposition actuel des plus riches ?

1. Il faut beaucoup l'augmenter
2. Il faut un peu l'augmenter
3. Il faut le garder stable
4. Il faut le diminuer
5. Il faut le diminuer de beaucoup
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

L2 - Que pensez-vous du taux d'imposition actuel de la classe moyenne?

1. Il faut l'augmenter, beaucoup
2. Il faut l'augmenter, un peu
3. Il faut le garder stable
4. Il faut le diminuer
5. Il faut le diminuer, beaucoup
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

L3 - Que pensez-vous du taux d'imposition actuel des plus pauvres ?

1. Il faut l'augmenter, beaucoup
2. Il faut l'augmenter, un peu
3. Il faut le garder stable
4. Il faut le diminuer
5. Il faut le diminuer, voire le supprimer
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

L – Politique fiscale (suite)

L4 - Que pensez-vous de l'évasion fiscale des multinationales ?

1. Ce n'est pas un problème, ça n'a aucun impact
2. C'est la loi de la mondialisation, il faut faire avec
3. Seul un accord international pourra empêcher cette évasion, quitte à devoir baisser notre taux d'imposition
4. Il faut sanctionner les entreprises qui ont de telles pratiques, avec des amendes
5. Il faut empêcher l'évasion fiscale en entravant la libre circulation des capitaux
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

L5 - Que pensez-vous d'une taxe sur les transactions financières spéculatives ?

1. Les transactions financières ne sont pas taxées, contrairement aux produits de la vie courante taxés à 20% : c'est injuste. Taxons !
2. Surtout, une toute petite taxe insignifiante pourrait rapporter gros, pourquoi s'en priver ?
3. Il faut un accord international, sinon les marchés vont se délocaliser vers des lieux plus propices.
4. En plus d'une distorsion de concurrence, l'efficacité des marchés va chuter et la croissance va en payer le prix : veto !
5. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

L6 - Selon vous, quelle est la meilleure proposition pour une fiscalité plus verte ?

1. Mise en place d'un ISF afin de mettre à contribution les plus fortunés pour financer la transition énergétique
2. Baisse de la TVA à 5,5% sur les produits énergétiques et quotidiens.
3. Créer une taxe carbone aux frontières de l'Union Européenne pour se protéger contre le dumping social et environnemental.
4. Ne rien faire car l'environnement n'est pas une priorité
5. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

L – Politique fiscale (suite)

L7- Que pensez-vous de l'ISF?

1. Il ne faut pas rétablir l'ISF
2. Il faut Rétablir et renforcer l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF)
3. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

L8- Concernant la fiscalité des entreprises, avec quelle proposition êtes-vous d'accord? :

1. Exonération totale d'impôt sur les sociétés pour les entrepreneurs de moins 30 ans.
2. Poursuivre la baisse des impôts de production financée à hauteur des économies sur les dépenses réalisées pour que ces baisses soient réellement pérennes.
3. Refonder l'impôt sur les sociétés pour établir l'égalité devant l'impôt entre PME et grands groupes
4. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

M – Recherche et éducation

M1 - Que pensez-vous des dépenses dans l'Éducation Nationale et Universités en France ?

1. Il faut laisser le secteur privé agir sur l'éducation dans la mesure où le secteur public ne dépense pas de manière efficiente l'argent à sa disposition.
2. Le secteur public est capable de dépenser plus efficacement, il faut donc qu'il s'améliore avec l'aide du secteur privé
3. L'éducation publique en général fonctionne plutôt bien, que ça continue !
4. Dépenser dans l'éducation, c'est investir dans un cercle vertueux : plus on le fait, plus on aura de retours dans tous les secteurs de la société.
5. L'Éducation Nationale est en perdition, seule une hausse des dépenses pourra la sauver.
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

M2 – Quel doit être le rôle de l'éducation nationale dans la mobilité sociale des individus ?

1. L'Éducation Nationale constitue un formidable ascenseur social au fondement de la méritocratie républicaine
2. L'Éducation Nationale n'a pas d'effet majeur sur la mobilité sociale, elle donne une base commune aux individus qui se spécialiseront ensuite
3. L'Éducation Nationale tend à reproduire les classes sociales en permettant aux individus favorisés de mettre à profit leurs ressources pour réussir dans la sphère scolaire
4. L'Éducation Nationale est l'arme de domination des puissants: il est nécessaire de la réformer grandement pour la rendre réellement égalitaire et démocratisée
5. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

M – Recherche et éducation (suite)

M3 – Quelle devrait être la place des technologies numériques dans l'enseignement scolaire ?

1. Le modèle scandinave et les pratiques des jeunes nous montrent que le numérique constitue un outil d'avenir : il faut investir pour passer au tout numérique
2. Nous devons accroître la place du numérique dans l'enseignement afin d'aller vers un système hybride
3. Le numérique est un outil intéressant pour lequel les enseignements doivent être également dotés
4. Le numérique doit être régulé et l'éducation doit demeurer autant que possible indépendante de l'influence des écrans
5. Le numérique est néfaste pour l'éducation de nos enfants, et il faut strictement limiter son usage dans l'enseignement scolaire
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

M4 - Que pensez-vous du financement public de la recherche en France ?

1. La France souffre d'un manque de financement criant de sa recherche, et l'État doit en augmenter grandement le financement
2. Il faut accroître le financement de la recherche et favoriser le mécénat privé pour combler les failles de notre recherche actuelle
3. Le financement de la recherche publique est suffisant, il faut réformer les modes de formation des chercheurs et favoriser l'initiative privée
4. La recherche en France est couteuse et inefficace : il faut réduire nos financements et les recentrer sur les domaines stratégiques pour nos intérêts nationaux
5. Financer publiquement la recherche est inutile : nous devons laisser la main au privé et orienter notre recherche sur les priorités de l'État
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

M – Recherche et éducation (suite)

M5 - Que pensez-vous de la situation actuelle des universités françaises ?

1. Les universités françaises font face à un déficit chronique de moyens : il faut réinvestir massivement pour restaurer leur prestige et leur équité
2. Les récentes réformes sont venues nuire à l'autonomie de l'université : il est nécessaire d'abroger les dernières lois sur la recherche
3. La situation actuelle des universités nous permet de rendre le prestige à l'enseignement français : il faut poursuivre leur professionnalisation
4. La démocratisation universitaire est un mythe : il est nécessaire de retrouver un système sélectif mais prestigieux et efficace
5. Les universités ne sont plus des lieux neutres politiquement et idéologiquement : il faut que l'État reprenne la main sur leur gouvernance et y réinsère ses valeurs
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

M6 - Que pensez-vous de la tenue que devrait porter un étudiant du secondaire ?

1. Les étudiants sont libres de porter ce qui leur chante, la France est un pays libre !
2. Les étudiants ne doivent pas porter de signe religieux ostentatoires, la France est un pays laïque
3. Les étudiants devraient tous porter des uniformes scolaires pour éviter la différenciation des classes sociales
4. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

N - Santé

N1 - Que pensez-vous du budget alloué à la santé ?

1. Il faut le diminuer puisque l'Etat alloue déjà beaucoup de financement à la santé
2. Il faut qu'il reste stable pour ne pas avoir à augmenter la dette de la France
3. Il faut l'augmenter un peu car les salaires de certaines professions médicales sont sous payés
4. Il faut beaucoup l'augmenter d'autant plus que la crise sanitaire nous a ouvert les yeux sur le manque de personnel et de matériel dont disposent les hôpitaux
5. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

N2 - Que pensez-vous de la rémunération du personnel soignant en général ?

1. Le personnel soignant est bien trop payé, il faudrait beaucoup réduire leur rémunération
2. Le personnel soignant un peu trop payé, il faudrait réduire leur rémunération
3. Le personnel soignant est payé comme il faut
4. Le personnel soignant n'est pas assez payé, il faudrait augmenter leur rémunération
5. Le personnel soignant n'est pas bien payé, il faudrait beaucoup augmenter leur rémunération
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

N3 - Que pensez-vous de la question des déserts médicaux ?

1. Il faut reconstruire l'offre médicale dans les déserts médicaux, en détresse médicale
2. C'est en regroupant les établissements éparpillés qu'on améliore l'offre, c'est normal
3. Il faut absolument fermer les établissements non rentables par manque de population, c'est la logique économique
4. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

N – Santé (suite)

N4 - Que pensez-vous de la quantité de soins de santé réalisés en France ?

1. Certains soins ne sont pas nécessaires, on pourrait en faire beaucoup moins, à l'image d'autres pays développés dans lesquels les individus ne se portent pas plus mal
2. On pourrait faire quelques efforts en en faisant un peu moins pour économiser nos dépenses
3. On fait juste ce qu'il faut, tout va très bien
4. Certaines personnes devraient avoir plus de soins que ce qu'on peut leur proposer actuellement
5. Globalement, on ne prodigue pas assez de soins, au détriment de la santé de tous
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

N5 - Que pensez-vous du remboursement des soins médicaux ?

1. Tout ce qui touche à la santé doit être entièrement gratuit, pour tous
2. Certains soins aujourd'hui payants devraient être gratuits
3. L'équilibre actuel entre ce qui est payant et ce qui est gratuit est correct
4. Certains soins aujourd'hui gratuits devraient être payants
5. Tous les soins devraient demander un minimum de contribution, voire être complètement payants
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

O- Société

O1 – Quel rôle les pouvoirs publics doivent-ils jouer dans la lutte pour l'égalité homme-femme ?

1. L'État doit jouer son rôle afin de révolutionner les comportements et de mettre fin à la société patriarcale
2. Il reste encore un long chemin vers l'égalité entre les sexes, et l'État doit mettre en œuvre les mesures nécessaires pour atteindre cette égalité
3. L'État met déjà en place des politiques ambitieuses qui permettent chaque jour de construire l'égalité entre les sexes
4. Notre société est déjà suffisamment égalitaire et l'État ne doit pas continuer à chercher à modifier des comportements parfois naturels
5. Les pouvoirs publics sont guidés par des considérations idéologiques qui détournent les sexes de leurs différences naturelles : ils doivent revenir à des politiques de stricte neutralité
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

O2- Que pensez-vous de la façon dont la politique s'occupe des handicapés ?

1. Il faut que les questions relatives aux handicapés soient des sujets prioritaires
2. Il faut prendre davantage de mesures pour le bien-être des handicapés
3. De gros progrès ont été fait, il faut continuer sur cette lancée sans en faire davantage
4. On en fait trop pour les handicapés, ça coûte très cher, voire trop
5. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

O3- Que pensez-vous de la façon dont la politique s'occupe des personnes âgées ?

1. Les personnes âgées représentent une catégorie qui reçoit déjà beaucoup de financement, qu'il faudrait transférer à d'autres personnes
2. Des progrès sur la prise en charge des personnes âgées ont été fait, il faut continuer ainsi
3. Il faut prendre davantage de mesures pour le bien-être des personnes âgées
4. Il faut que les questions relatives aux personnes âgées soient des sujets prioritaires
5. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

O – Société (suite)

O4 - Que vous évoque la question des minorités sexuelles et des luttes LGBT ?

1. Le chemin est encore long, il faut renforcer la législation pour protéger les droits des individus
2. Le cadre légal actuel est suffisant, mais il faut renforcer nos moyens d'actions pour faire cesser toutes discriminations
3. La situation actuelle est plutôt équilibrée, rien à redire
4. Il existe un lobby LGBT dangereux pour notre société : il est nécessaire de retrouver une stricte neutralité de la puissance publique
5. Nos valeurs chrétiennes sont menacées par cette nouvelle idéologie : il faut abroger la loi Taubira et restaurer notre modèle familial traditionnel
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

O5 – Quelle place devrait avoir la sphère religieuse dans notre société ?

1. La religion constitue l'opium du peuple : l'État doit la reléguer à une stricte sphère privée et imposer une sécularisation totale de l'espace public et de l'éducation
2. La religion est une affaire de croyances privées : l'État doit demeurer strictement laïc et laisser sa pleine autonomie au religieux dans un cadre réglementé
3. Nous sommes un pays laïc, chaque religion doit rester à sa place sans altérer notre vivre-ensemble et se voir reconnue par l'État comme équivalente aux autres croyances
4. Nous sommes un pays laïc fondé sur des valeurs notamment judéo-chrétiennes: il faut protéger ce socle et lutter contre l'islamisme qui ne reconnaît pas notre République
5. Il est nécessaire de renouer avec notre essence chrétienne dans la sphère publique en privilégiant son apprentissage à la prolifération d'autres religions
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

O – Société (suite)

O6 - Que pensez-vous de la procréation médicalement assistée (PMA) ?

1. Elle doit être autorisée et remboursée pour tous, sans condition
2. Elle doit être autorisée et remboursée pour tout couple hétérosexuel ou homosexuel féminin
3. Elle doit être autorisée seulement pour les couples hétérosexuels, et remboursée
4. Elle peut être autorisée seulement pour les couples hétérosexuels, mais non remboursée
5. Elle doit être non remboursée et interdite pour tous
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

O7 - Que pensez-vous de la gestation pour autrui (GPA) ?

1. Elle doit être autorisée et remboursée pour tous, sans condition
2. Elle doit être autorisée et remboursée, seulement pour les couples hétérosexuels ou homosexuels féminins
3. Elle peut être autorisée, mais non remboursée
4. Elle doit être tolérée pour les couples hétérosexuels, mais condamnée pour les couples non hétérosexuels, et non remboursée
5. Elle doit être non remboursée et interdite pour tous
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis`

O8 - Que pensez-vous de la législation française sur l'Interruption Volontaire de Grossesse ? (Avortement)

1. Elle doit être étendue à 14 semaines, comme dans les pays anglo-saxons
2. La loi Veil doit être maintenue et constitutionnalisée pour consacrer dans notre ordre juridique ce droit fondamental
3. Elle doit être maintenue en l'état, c'est un héritage et une conquête plus que jamais d'actualité dans notre société
4. Elle doit réglementée plus strictement, par un déremboursement et une limitation du nombre d'IVG par femmes
5. Elle doit être profondément réformée avec une limitation des conditions d'IVG afin de préserver la vie humaine
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

O – Société (suite)

O9 – Que pensez-vous de la question de l'euthanasie (suicide assisté) ?

1. Le droit de mourir dans la dignité est un droit fondamental : l'État français devrait légaliser l'euthanasie et ouvrir la voie à sa prise en charge publique
2. Les souffrances des malades en fin de vie et l'acharnement thérapeutique sont des pratiques archaïques : il faut aller progressivement vers une légalisation très encadrée de l'euthanasie
3. Le cadre légal actuel permet un équilibre pertinent en permettant de réduire l'acharnement thérapeutique sans ouvrir la voie au suicide assisté
4. Le droit à la vie humaine est garanti par nos textes fondateurs : il est nécessaire de prohiber toute remise en cause, même dans le secteur médical
5. L'euthanasie va à l'encontre même de nos valeurs fondamentales : il faut interdire au secteur médical la possibilité d'arrêter les soins d'un patient, la vie humaine est sacrée
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

P – Travail, Chômage, Retraite

P1 - Que pensez-vous du montant du salaire minimum (SMIC) ?

1. Il faut un SMIC réellement rémunérateur, équivalent au salaire médian, afin d'améliorer le pouvoir d'achat des salariés
2. Il faut augmenter légèrement le SMIC pour redonner du pouvoir d'achat aux français face à l'inflation et à la crise économique
3. Il faut le garder stable en le maintenant indexer sur l'inflation, un système déjà juste et rémunérateur
4. Il faut le diminuer car le montant actuel nuit à la compétitivité des entreprises, et favoriser son adaptation aux différentes branches du secteur économique
5. Il faut le supprimer : il constitue un poids pour notre économie en empêchant le marché du travail de se réguler librement de façon optimale
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

P2 - Que pensez-vous de l'allocation actuelle du RSA ?

1. Il faut en augmenter drastiquement le montant pour lutter contre la pauvreté galopante
2. Il faut l'augmenter légèrement afin de garantir à ses allocataires un niveau de vie décent
3. Il faut la garder stable et chercher des mécanismes pour permettre aux individus d'en sortir
4. Le RSA incite les individus à ne pas travailler : il faut le réduire et en durcir les conditions d'attribution
5. Il faut la supprimer et le remplacer par un revenu d'activité minimum : c'est le travail qui sort les individus de la misère et non l'assistanat
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

P – Travail, Chômage, Retraite (suite)

P3 - Que pensez-vous de la mise en place d'un salaire universel ?

1. L'avenir pour notre société, face aux mutations du travail et à la robotisation de la production
2. C'est une idée pertinente pour des catégories spécifiques d'individus (étudiants, précaires, etc) aux besoins particuliers
3. L'universalité semble porteuse de dépenses inutiles : il vaut mieux améliorer les aides conditionnées au revenu
4. C'est une idée dangereuse pour nos finances publiques : elle ruinerait l'État et pèserait lourd sur nos capacités productives
5. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

P4 – Comment devrait évoluer l'assurance-chômage en France ?

1. Nous devons entrer dans une nouvelle logique dépassant l'assurance chômage : la mise en place d'un revenu universel préservant le pouvoir d'achat même des plus précaires
2. L'assurance-chômage a été victime de nombreuses réformes néolibérales, et nous devons rétablir sa stabilité et ses montants face au chômage encore important
3. Il faut conserver le caractère incitatif de la progressivité de l'assurance chômage tout en l'ouvrant progressivement aux indépendants
4. L'assurance-chômage permet à des chômeurs de gagner plus que des travailleurs : nous devons en restreindre le montant et en durcir les conditions d'accès
5. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

P – Travail, Chômage, Retraite (suite)

P5 - Que pensez-vous de la durée légale minimale du temps de travail hebdomadaire ?

1. Elle doit être diminuée pour passer progressivement aux 32 heures, factrices de productivité et de bien-être pour les salariés
2. Elle doit être maintenue aux 35 heures et diminuée pour les métiers les plus pénibles afin de conserver une certaine équité entre les travailleurs
3. Son régime général doit être maintenu, avec des possibilités d'adaptation dans certains métiers et une défiscalisation des heures supplémentaires
4. Elle devrait progressivement augmentée dans le secteur privé avec des accords de branche et rétablie à 39 heures dans la fonction publique
5. Nous devons retrouver la productivité des 39h/semaine et aller vers une libéralisation de cette décision en laissant le libre choix aux acteurs économiques dans leur contrat
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

P6 - Que pensez-vous de l'âge de départ à la retraite ?

1. Nous devons rétablir une retraite à 60 ans, avec des possibilités de départs anticipés pour les métiers les plus pénibles ou après un certain nombre d'années de cotisation
2. Il est nécessaire de mettre fin aux processus d'élévation de l'âge de la retraite en permettant des départs effectifs à 62 ans
3. Nous devons maintenir les règles actuelles en réformant d'autres caractéristiques de notre système de retraite (suppression des régimes spéciaux)
4. L'augmentation de l'espérance de vie et la crise des retraites rendent nécessaire sa progressive élévation vers 64 ans, avec des modalités adaptées pour certains métiers
5. Il est nécessaire de calquer notre modèle sur celui des indépendants: un départ à taux plein après 65 ans et une adaptation aux différents métiers
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

Q – Union Européenne

Q1 - Que pensez-vous des traités de l'Union Européenne ?

1. Ce sont des traités qui réduisent la souveraineté des Nations qui la composent, il faut en sortir et redevenir indépendant
2. Il faut modifier ces traités pour faire place à plus de collaboration entre États, avec plus de liberté de mouvement pour chacun d'entre eux
3. Ces traités sont bien comme ils sont, l'Union Européenne se développe comme il le faut.
4. De manière générale, il faut encore plus d'intégration de chaque pays dans l'Union Européenne
5. Il faudrait enfin une fédération de pays, avec une Constitution commune
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

Q2 - Que pensez-vous de l'harmonisation fiscale, c'est-à-dire un taux d'imposition unique au sein de l'Union Européenne ?

1. La concurrence fiscale est saine pour les pays, il ne faut pas de taux d'imposition unique
2. Un taux d'imposition unique est impossible, les membres n'en veulent pas
3. L'harmonie et la concurrence fiscales ont chacun leurs avantages et leurs inconvénients : peu importe ce qui est en place, il faut s'adapter.
4. La situation actuelle n'est pas tenable, au moins un taux minimum serait un gros progrès
5. Il faut que tous les pays aient le même taux d'imposition sinon le moins-disant gagnera toujours dans un espace sans protectionnisme
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis`

NOS RECOMMANDATIONS

Q – Union Européenne (suite)

Q3 - Que pensez-vous de l'harmonisation sociale, c'est-à-dire des prestations sociales communes au sein de l'Union Européenne ?

1. Les prestations sociales devraient être totalement harmonisées dans un espace libre comme l'Union européenne
2. Un minimum doit être défini, par exemple comme un salaire minimum européen
3. L'harmonie et la concurrence sociales ont chacun leur avantage et leur inconvénient : peu importe ce qui est en place, il faut s'adapter
4. Avoir des prestations sociales communes est impossible, les membres n'en veulent pas
5. La concurrence des prestations sociales est saine pour les pays, il ne faut pas d'harmonisation
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

Q4 - Que pensez-vous des projets d'élargissement de l'Union Européenne ?

1. L'élargissement de l'Union est le principal garant de la prospérité et de la sécurité de notre continent : nous devons accélérer l'adhésion des pays candidats actuels
2. Nous devrions poursuivre les politiques d'élargissement stratégique sans diminuer nos exigences envers les pays candidats
3. Le nombre actuel est suffisant pour l'Union : il est nécessaire de nous concentrer plutôt sur son approfondissement institutionnel
4. L'UE s'est élargie trop vite et a fragilisé son centre de gravité : nous devons recentrer sa gouvernance autour des membres fondateurs
5. L'Europe communautaire est un échec condamné à l'inefficacité : il faut recréer une nouvelle organisation garante de l'Europe des Nations
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

Q – Union Européenne (suite)

Q5 - Que pensez-vous de la mise en place d'une défense commune à l'échelle de l'UE ?

1. Nous devons avancer vers une véritable armée européenne capable d'intervenir dans le monde et de défendre de manière commune notre continent
2. Il faut approfondir notre politique de défense communautaire, en favorisant la coopération entre États et en créant des contingents communautaires spécifiques
3. La coopération actuelle doit être renforcée, en favorisant les missions communes entre armées nationales des États membres
4. La défense est une compétence régalienne : l'armée française doit conserver son indépendance vis-à-vis de ses partenaires européens
5. L'Europe est un fléau pour nos intérêts nationaux : nous devons mettre un terme à toute communautarisation de notre politique de défense nationale
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

Q6 – Quelle est votre vision du système de Schengen, qui garantit la libre-circulation au sein de l'espace européen ?

1. Le régime de Schengen doit être élargi, en favorisant l'arrivée des non-ressortissants et des migrants au sein de l'espace européen
2. Il faut supprimer les entorses au principe de Schengen en empêchant les États d'y réinstaurer des contrôles réguliers
3. L'espace Schengen est un principe pertinent dont les récentes adaptations démontrent la compatibilité avec la nécessaire fermeté des contrôles frontaliers
4. L'espace Schengen dans sa forme actuelle est dépassé par les enjeux migratoires et sécuritaires : il faut le durcir en redonnant une autonomie accrue aux États
5. La France doit sortir du système de Schengen et retrouver la pleine maîtrise de ses frontières nationales
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis



interface

SCIENCES PO TOULOUSE
JUNIOR CONSEIL

NOTRE EQUIPE

A votre service durant cette étude

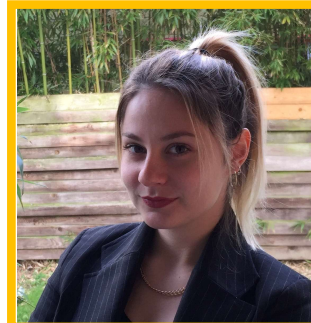
Les Chefs de Projet



Membres du Conseil d'Administration d'Interface SPTJC, **Justine Nouaille** et **Armand Laissy** ont été vos interlocuteurs tout au long de l'étude. Il se sont assurés du bon déroulement de l'étude et ont encadré les Etudiant-Intervenants.

Les Étudiant-Intervenants

Sélectionné parmi les étudiants de Sciences Po Toulouse, **Indra Garnier** et **Théo Birebent**, les EI ont été en charge de réaliser l'ensemble des questions et propositions de réponses avec un format de réponse à choix unique.



Le Pôle Qualité - Suivi d'étude



Emilie Doublier-Villette, **Marie-Esther Duron** et **Lisa Helesbeux** respectivement Vice-présidente, Responsable Qualité & Suivi d'Etude et Responsable Audit, ont garanti la qualité de la prestation proposée par Interface et des livrables remis au client.



NOUS RESTONS A VOTRE ECOUTE !

Justine NOUAILLE | Amand LAISSY

06 95 23 45 80 | 06 58 10 06 38
justine.nouaille@interface-juniorconseil.com
armand.laissy@interface-juniorconseil.com

Interface SPTJC – Junior Entreprise de Sciences Po Toulouse

2 ter, rue des Puits-Creusés
BP 88526 31685 Toulouse Cedex 6

05.61.11.18.59

contact@interface-juniorconseil.com | <https://interface-juniorconseil.com/>